

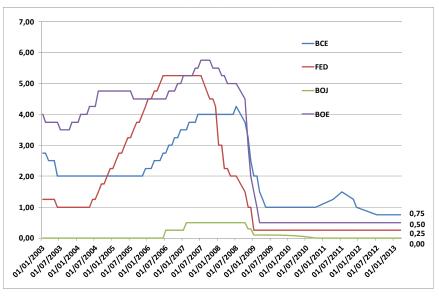
# 1 - Actualité nationale et internationale

#### Taux d'intérêt

#### La BCE maintient le statu quo monétaire

Lors de sa réunion du 7 mars 2013, le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne a décidé de laisser ses taux directeurs inchangés. M. Draghi, Président de la BCE a déclaré lors de sa conférence de presse que « Les données disponibles continuent d'indiquer que la faiblesse de l'activité dans la zone euro s'est poursuivie en début d'année, tout en confirmant globalement les signes d'une stabilisation d'un certain nombre d'indicateurs, à des niveaux faibles toutefois. Dans le même temps, le nécessaire processus d'ajustement des bilans dans les secteurs public et privé continuera de peser sur l'économie. Une reprise progressive de l'activité devrait intervenir plus tard en 2013, à la faveur d'un raffermissement de la demande mondiale et de l'orientation accommodante de notre politique monétaire ». Le Président de la BCE a précisé que les projections macroéconomiques de croissance de mars 2013 ont été revues légèrement à la baisse par rapport à celles de décembre 2012. Les services de la BCE « prévoient une croissance annuelle moyenne du PIB en volume comprise entre -0,9 % et -0,1 % en 2013 et entre 0,0 % et 2,0 % en 2014 et une hausse annuelle de l'indice des prix comprise entre 1,2 % et 2,0 % pour 2013 et entre 0,6 % et 2,0 % pour 2014 ».





#### Chômage

#### Hausse du nombre de demandeurs d'emploi sur un mois en France

En France métropolitaine, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A s'élève à 3 169 300 fin janvier 2013, en hausse de 1,4 % sur un mois en données CVS-CJO (+43 900 personnes). Sur un an, il augmente de 10,7 %. Cette hausse est en partie liée aux modifications des règles de gestion des radiations administratives. En l'absence de mise en œuvre de cette réforme le nombre de demandeurs d'emploi s'établirait à 3 148 200 en hausse de 0,7 % par rapport à fin décembre 2013 (+22 800 personnes).

#### Progression du taux de chômage dans la zone euro sur un mois

Dans la zone euro, le taux de chômage corrigé des variations saisonnières s'établit à 11,9 % en janvier 2013 après 11,8 en décembre 2012. Il était de 10,8% en janvier 2012. Les taux de chômage les plus faibles ont été enregistrés en Autriche (4,9 %), en Allemagne et au Luxembourg (tous deux à 5,3 %) et aux Pays-Bas (6,0 %) et les plus élevés en Grèce (27,0 % en novembre 2012), en Espagne (26,2 %) et au Portugal (17,6 %).

#### **Inflation**

#### Recul des prix en France au mois de janvier

L'indice des prix à la consommation (hors tabac) en France baisse de 0,5 % en janvier 2012 et croît de 1,1 % sur un an. L'inflation sous-jacente s'élève à 0,8 % en glissement annuel. Le recul des prix au mois de janvier s'explique principalement par la baisse des prix des produits manufacturés en lien avec les soldes d'hiver.

#### Poursuite de la baisse de l'inflation dans la zone euro

Le taux d'inflation annuel de la zone euro est estimé à 1,8 % en février 2013 par Eurostat, en baisse de 0,2 point par rapport à janvier. Les prix de l'énergie progresseraient le plus fortement suivis par ceux de l'alimentation, des boissons alcoolisées et du tabac.

#### PIB

#### Contraction du PIB en France au 4 trimestre 2012

Selon les premiers résultats publiés par l'INSEE, le PIB français en volume se replie de 0,3 % au quatrième trimestre 2012 après +0,1 % au troisième trimestre. La croissance est nulle sur l'ensemble de l'année, après +1,7 % en 2011.

#### Recul du PIB de la zone euro

Le PIB de la zone euro se contracte de 0,6 % au quatrième trimestre 2012 par rapport au troisième trimestre, selon les estimations d'Eurostat (après -0,1 % au trimestre précédent). Par rapport à la même période en 2011, le PIB corrigé des variations saisonnières recule de 0,9 %.

#### Asie/Pacifique

#### Embellie de l'économie japonaise sur fond de déflation

Le comité de politique monétaire de la banque centrale du Japon (BoJ) a décidé le 7 mars 2013 de laisser inchangé son principal taux directeur. La BoJ dont l'objectif d'inflation annuel est de 2 %, a maintenu son taux directeur au jour le jour dans la fourchette de 0 à 0,1%.

Haruhiko Kuroda sera le prochain gouverneur de la Banque du Japon, il prendra ses fonctions le 20 mars .D'après le ministère des Affaires intérieures la déflation aurait perduré en janvier. Les prix (hors produits périssables) ont de nouveau baissé de 0,2 % sur un an en liaison avec la forte concurrence entre fabricants notamment dans le secteur de l'électroménager et l'électronique dont le prix de certains produits baisse sensiblement sur un an : réfrigérateurs (-23,4 %), climatiseurs (-30,2 %) ou caméscopes (-46,1 %). En conséquence les perspectives de profits des firmes nippones s'amenuisent tout comme leurs dépenses en biens d'équipement qui se contractent de 8,7 % sur la même période d'après le ministère des Finances. Si l'investissement privé montre des signes de faiblesse, l'investissement public a en revanche continué de progresser et la production industrielle a cessé de se contracter. On constate également une amélioration de la consommation des ménages (+2,4 % sur un an) en liaison avec le meilleur moral des familles stimulé par le vote du plan de relance destiné à financer notamment les travaux publics.

#### Essoufflement de la reprise en Chine

En février l'indice PMI des directeurs d'achat, qui mesure la production manufacturière, s'établit à 50,1 (après 50,4 en janvier) soit son niveau le plus bas depuis cinq mois. Or il indique une contraction de l'activité en dessous de 50. Selon certains analystes ce chiffre serait la marque que la relance par les dépenses dans les infrastructures ne s'est pas étendue au reste de l'économie chinoise. Les investissements directs en Chine se contractent de 7,3 % en janvier après (-4,5 % en décembre 2012) et n'ont cessé de baisser depuis juin 2012 notamment dans les services et l'immobilier. Par ailleurs, certains indicateurs apparaissent en dessous des attentes des marchés. C'est le cas de la production industrielle chinoise et des ventes au détail qui ont progressé respectivement de 9,9% et de 12,3% sur un an en février. Enfin, le taux d'inflation annuel a atteint 3,2 % en février, un plus haut de dix mois.

#### Actualités législatives

#### Projet de loi de séparation et de régulation des activités bancaires

#### http://www.assemblee-nationale.fr/14/ta/ta0087.asp

L'Assemblée nationale a, le 19 février 2013, adopté le projet de loi de séparation et de régulation des activités bancaires. Ce texte sera ensuite examiné par le Sénat à partir du 20 mars 2013.

Ce projet de loi vise tout d'abord à séparer au sein des banques les activités utiles au financement de l'économie des activités spéculatives qui devront être cantonnées dans des filiales, de façon à protéger les dépôts de la clientèle. Il comporte des mesures de renforcement de la surveillance des activités de marché. Enfin, certaines activités ou produits seront purement et simplement interdits.

Le texte comporte par ailleurs des dispositions relatives à la mise en place d'un régime de résolution des crises bancaires, avec le renforcement des pouvoirs et des attributions de l'Autorité des contrôle prudentiel qui devient également une autorité de résolution des crises bancaires, et l'extension du rôle du fonds de garantie des dépôts.

Le texte comporte enfin des mesures de protection des consommateurs en matière bancaire (plafonnement des commissions d'intervention, « accessibilité » et « inclusion » bancaire, mesures d'amélioration et de simplification des procédures de surendettement) et assurantielle (assurance des emprunteurs et égalité Homme/Femme).

Décret n° 2013-174 du 27 février 2013 portant relèvement du plafond du livret A en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française et dans les îles Wallis et Futuna

A l'instar de la métropole et des DOM, le plafond du livret A est portée à 22 950 euros à compter du 1 mars 2013 en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française et dans les îles Wallis et Futuna.

http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;jsessionid=?cidTexte=JORFTEXT000027114814&dateTexte=&oldAction =rechJO&categorieLien=id

Décret n° 2013-183 du 28 février 2013 relatif aux obligations de vigilance en matière de services de paiement en ligne pour la prévention de l'utilisation du système financier aux fins de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme <a href="http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000027123150">http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000027123150</a>

Ce décret prévoit qu'un établissement de crédit ou un établissement de paiement qui fournit un service de paiement en ligne dispose de la possibilité de ne pas procéder à la vérification de l'identité de son client en relation d'affaires. La mise en œuvre de cette mesure de vigilance simplifiée nécessite qu'un certain nombre de conditions soient réunies (nature des services de paiement visés, exigences d'origine et de destination des fonds, plafonds de montant par opération et d'opérations cumulées).

# 2 – Actualité régionale

#### Embellie de l'économie japonaise sur fond de déflation

Le comité de politique monétaire de la Banque centrale du Japon (BoJ) a décidé le 7 mars 2013 de laisser inchangé son principal taux directeur. La BoJ dont l'objectif d'inflation annuel est de 2 %, a maintenu son taux directeur au jour le jour dans la fourchette de 0 à 0,1 %. Haruhiko Kuroda, prochain gouverneur de la BoJ, prendra ses fonctions le 20 mars. D'après le ministère des Affaires intérieures la déflation aurait perduré en janvier. Les prix (hors produits périssables) ont de nouveau baissé de 0,2 % sur un an en liaison avec la forte concurrence entre fabricants notamment dans le secteur de l'électroménager et l'électronique dont le prix de certains produits baisse sensiblement sur un an : réfrigérateurs



(-23,4 %), climatiseurs (-30,2 %) ou caméscopes (-46,1 %). En conséquence, les perspectives de profits des firmes nippones s'amenuisent tout comme leurs dépenses en biens d'équipement (-8,7 % sur la même période). Si l'investissement privé montre des signes de faiblesse, l'investissement public a en revanche continué de progresser et la production industrielle a cessé de se contracter. On constate également une amélioration de la consommation des ménages (+2,4 % sur un an) en liaison avec le meilleur moral des familles stimulé par le vote du plan de relance destiné à financer notamment les travaux publics.

#### Essoufflement de la reprise en Chine

En février l'indice PMI des directeurs d'achat, qui mesure la production manufacturière, s'établit à 50,1 (après 50,4 en janvier) soit son niveau le plus bas depuis cinq mois. Or il indique une contraction de l'activité en dessous de 50. Selon certains analystes ce chiffre serait la marque que la relance par les dépenses dans les infrastructures ne s'est pas étendue au reste de l'économie chinoise. Les investissements directs en Chine se contractent de 7,3 % en janvier (après -4,5 % en décembre 2012) et n'ont cessé de baisser depuis juin 2012 notamment dans les services et l'immobilier. Par ailleurs, certains indicateurs



apparaissent en dessous des attentes des marchés. C'est le cas de la production industrielle chinoise et des ventes au détail qui ont progressé respectivement de 9,9 % et de 12,3 % sur un an en février. Enfin, le taux d'inflation annuel a atteint 3,2 % en février, un plus haut de dix mois.

#### Australie: remarquable croissance en 2012

Cas unique parmi les pays riches, l'Australie a enregistré fin 2012 sa 21<sup>e</sup> année de croissance consécutive, avec 3,1 % sur l'année (+0,6 % au 4<sup>e</sup> trimestre par rapport au précédent), contre 1,9 % en 2011. Le dynamisme observé résulte notamment de la forte demande en minerais (fer, charbon, or) provenant de la Chine, son premier partenaire commercial, qui absorbe 29 % des exportations, selon les données du FMI. Cependant la Banque centrale australienne anticipe un ralentissement des exportations. Elle a maintenu son taux directeur à 3 %, le 5 mars.

# Cours du dollar australien (AUD) / F CFP 100,0 95,0 90,0 85,0 80,0 75,0 70,0 65,0 60,0 55,0 2007 2008 2009 2010 2011 2012

#### Nouvelle-Zélande : baisse du nombre de touristes

En 2012, le nombre de touristes visitant la Nouvelle-Zélande a diminué (-1,4 %) pour la première fois depuis 2009, atteignant 2,56 millions de voyageurs. Les touristes en provenance de toutes les destinations ont été moins nombreux, excepté pour l'Australie (-0,1 %) et l'Asie en général (+11,1 %). Le ralentissement du tourisme s'explique par des coûts d'approche élevés en raison de la distance importante avec les pays d'origine des visiteurs, mais également par l'appréciation du dollar néo-zélandais. Le gouverneur de la Banque centrale a annoncé, le 20 février, qu'il jugeait la devise significativement surévaluée par rapport aux fondamentaux économiques



du pays. La Banque Centrale a décidé, le 31 janvier, de laisser son taux directeur inchangé à 2,5 %.

# 3 – Brèves économiques locales

#### Elargissement du Fonds de garantie de la Province Sud

Une nouvelle convention a été signée le 20 février entre le Fonds de garantie de la Province Sud, les établissements de crédit et l'AFD. Le Fonds est désormais structuré en quatre sections : économie générale, tourisme, innovation et développement durable, agriculture-sylviculture-pêche-aquaculture. La quotité maximale garantie est maintenue à 80 %, mais les plafonds de garantie ont été revus à la hausse.

#### Fonds de coopération économique pour le Pacifique

Le Comité directeur du Fonds de coopération économique, sociale et culturelle pour le Pacifique s'est réuni le 14 février à Papeete. La Nouvelle-Calédonie y soutiendra 18 projets en 2013 pour un montant de 46,7 millions de F CFP. Les principaux projets concernent la création d'une chambre d'agriculture au Vanuatu (10 millions de F CFP), une aide à la mobilité des étudiants dans le Pacifique (4 millions) ainsi que la formation de formateurs dans le secteur de la mécanique automobile aux îles Fidji (3,8 millions). Après deux années de gouvernance polynésienne, la Nouvelle-Calédonie reprend cette année la présidence du Comité, pour une durée de deux ans.

#### Inauguration de l'usine BlueScope Steel à Koné

La deuxième unité de fabrication de la filiale calédonienne du groupe BlueScope Steel a été inaugurée le 20 février à Koné, en Province Nord. Cette usine, qui représente un investissement de 650 millions de F CFP, emploie 15 personnes. Elle approvisionnera les entreprises du nord, avec des produits en acier (tôles, profilés métalliques pour charpente, ...), en réduisant les délais de livraison. Les objectifs de production de l'usine portent sur 50 à 100 tonnes d'acier par mois d'ici 5 ans.

#### Début de production prévu mi-mars pour l'usine du Nord

Le four de la première ligne de production de l'usine KNS à Vavouto a commencé sa phase de chauffe le 29 janvier. La première coulée devrait s'effectuer mi-mars. L'objectif de production pour cette année est fixé à 17 000 tonnes de nickel. La mise en route, au quatrième trimestre 2013, de la deuxième ligne de production doit permettre d'atteindre une production de 60 000 tonnes de nickel en 2014.

#### Résultats 2012 d'ERAMET en baisse

Le résultat net du groupe ERAMET a baissé de 95 % sur l'exercice 2012, pour s'établir à 8 millions d'euros. Les niveaux de prix particulièrement bas ont entraîné la chute du résultat opérationnel de la branche ERAMET Nickel, qui a atteint -40 M€ sur l'ensemble de l'année. Ce résultat traduit principalement la baisse des cours au LME (-23 % en moyenne en 2012), mais aussi l'augmentation du coût du fuel par rapport à l'année 2011, où il avait bénéficié de mécanismes de couverture favorables.

#### Prise de fonction du nouveau Haut-commissaire

Le nouveau Haut-commissaire, Jean-Jacques Brot, est arrivé sur le territoire le 26 février et a pris ses fonctions le lendemain. Après la présentation des corps constitués le 27 février, le Haussaire a été reçu par le Sénat coutumier.

#### Visite du vice-ministre japonais des affaires étrangères

Le vice-ministre parlementaire japonais des Affaires étrangères, M. Minoru Kiuchi, s'est rendu en Nouvelle-Calédonie le 23 février. Le diplomate a rencontré le président du gouvernement, ainsi que des représentants du Haut-commissariat et des armées. Ce voyage fait suite aux échanges, désormais réguliers, entre le territoire et le Japon et s'inscrit dans la perspective d'une prochaine rencontre entre le Président de la République et le Premier Ministre du Japon.

#### Freda déclaré accident climatique exceptionnel

Le 19 février, le gouvernement a reconnu le statut d'« accident climatique exceptionnel » pour la dépression tropicale Freda et a déclaré sinistrées vingt-neuf communes. Le montant total des indemnisations atteint 187,9 millions de F CFP, versés par la Caisse d'assurances mutuelles agricoles aux 540 sociétaires sinistrés.

#### Le SMG augmente le 1er mars

Le SMG horaire est porté à 899,32 F CFP à compter du 1<sup>er</sup> mars (+0,56 %), soit 151 985 F CFP brut par mois. Le SMAG est revalorisé quant à lui à 764,43 F CFP, soit 129 189 F CFP par mois. Ces augmentations sont liées à la hausse de prix constatée en janvier 2013.

#### **Publication**

L'IEOM a publié la note expresse n° 86, « Tendances conjoncturelles au 4<sup>e</sup> trimestre 2012 », ainsi que ses annexes statistiques. Ces documents sont disponibles en téléchargement gratuit :

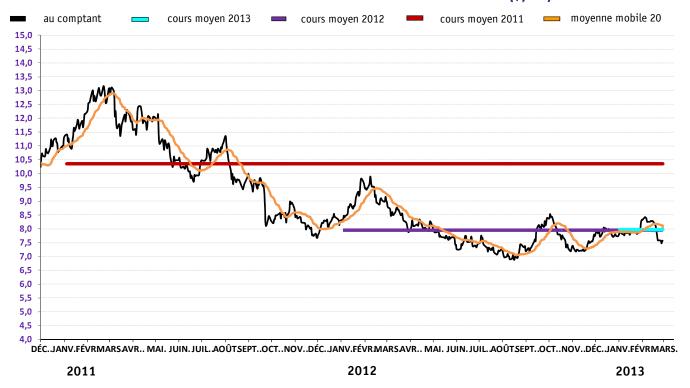
http://www.ieom.fr/IMG/pdf/ne86 tendances tendances conjoncturelles 4t2012 nc.pdf

# 4 – Sélection d'indicateurs mensuels

INDICATEURS DE REFERENCE			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
Indice des prix à la consommation		févr13	104,7	-0,2%	1,9%
Nombre de demandeurs d'emploi		janv13	6 410	31,5%	-5,4%
COMMERCE EXTERIEUR (en millions de F CFP)					
Exportations	mensuelles	déc12	13 503	52,8%	-5,6%
	cumulées	déc12	122 557	-	-14,0%
Importations	mensuelles	déc12	21 326	-24,9%	-16,6%
	cumulées	déc12	301 352	-	-4,8%
SECTEURS D'ACTIVITE			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
<u>NICKEL</u>					
• Cours du nickel au LME en USD/livre		févr13	8,04	1,5%	-13,4%
• Cours du nickel au LME en F CFP/livre		févr13	719	1,2%	-14,0%
• Exportations de minerai (en milliers de tonnes)	mensuelles	déc12	644	52,7%	32,8%
	cumulées	déc12	4 652	-	5,0%
• Exportations de produits métallurgiques					
(Ferronickel, matte, NHC)	mensuelles	déc12	6 797	46,7%	-7,5%
(en tonnes de nickel contenu)	cumulées	déc12	62 575	-	2,3%
TOURISME					
Touristes débarqués	mensuels	déc12	12 318	14,6%	-1,2%
	cumulés	déc12	112 204	-	0,3%
• Nuitées	mensuels	nov12	56 295	3,1%	-6,9%
	cumulés	nov12	576 246	-	-4,0%
• Taux d'occupation mensuel des hôtels de Nouméa		nov12	69%	+2,7 pts	+ 1,1 pt
• Croisiéristes	cumulés	sept12	193 116	-	12,1%
<u>BTP</u>					
<ul> <li>Ventes totales de ciment (en tonnes)</li> </ul>	mensuelles	janv13	8 131	-12,7%	-23,3%
	cumulées	janv13	8 131	-	-23,3%
• Index BT 21 (p)		déc12	146,88	0,0%	5,4%
• IRL (p)		déc12	117,60	0,3%	3,2%
CREVETTES					
• Exportations de crevettes (en tonnes)	mensuelles	déc12	0	-	-
a Formatations de auscrattes (ou millions de F.CED)	cumulées	déc12	817	-	15,4%
• Exportations de crevettes (en millions de F CFP)	mensuelles cumulées	déc12 déc12	0 1 145	-	13,0%
COMMERCE AUTOMOBILE	cumulees	uec12	1 145	-	13,0%
Immatriculations de voitures particulières neuves	mensuelles	janv13	588	36,1%	1,9%
immatriculations de voitures particulieres neuves	cumulées	janv13	588	30,1%	1,9%
Sources - ISEE IDENC DIMENC DITTI	cumutees	Janv13	300	-	1,7/0

Sources : ISEE, IDCNC, DIMENC, DITTT

# **ÉVOLUTION DES COURS DU NICKEL AU LME (\$/LB)**



# 5 – Activités de l'Institut et suivi de place

#### Masse monétaire

en millions de F CFP	janv11	janv12	janv13	var 12/11	var 13/12
Circulation fiduciaire	14 191	15 070	16 206	6,2%	7,5%
Dépôts à vue	238 138	246 368	253 310	3,5%	2,8%
Total M1	252 329	261 438	269 516	3,6%	3,1%
M2-M1	94 756	100 252	106 978	5,8%	6,7%
Total M3	523 265	533 042	596 082	1,9%	11,8%

# Concours de caractère bancaire

en millions de F CFP	déc10	déc10 déc11		var 11/10	var 12/11
Entreprises	409 560	426 094	456 762	4,0%	7,2%
Ménages	362 904	390 944	403 923	7,7%	3,3%
Collectivités locales	48 478	56 975	60 060	17,5%	5,4%
Autres agents de CCB non ventilés	13 941	15 438	16 069	10,7%	4,1%
Total encours sain	828 571	889 450	936 813	7,3%	5,3%
Créances douteuses brutes	16 545	18 138	19 022	9,6%	4,9%
Total encours brut	845 116	907 589	955 835	7,4%	5,3%

# Interdits bancaires

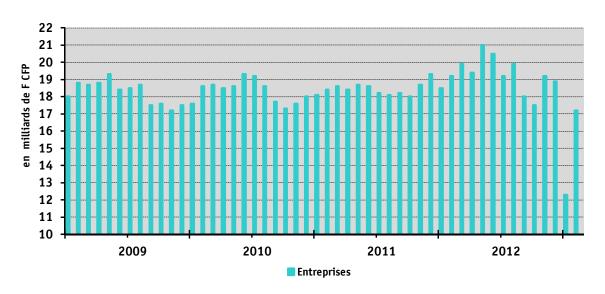
INDICATEURS 1	EOM		Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
Interdits bancaires	stock	févr13	7 577	1,3%	12,2%
	dont personnes physiques	févr13	6 754	1,3%	12,4%
	dont personnes morales	févr13	823	1,6%	10,8%

#### Cotation

INDICATEURS IEOM		Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
Cotes valides	févr13	15 470	0,2%	7,2%
Cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM	févr13	5 161	5,9%	15,7%

# Refinancement des entreprises

INDICATEURS IEOM			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
Refinancement (en milliards de F CFP)	Entreprises fév	/r13	17,2	39,5%	-10,7%



# 6 – Principaux indicateurs (flux en cumul annuel, stock à la date indiquée)

	date	2012	2013	Var .
Indice des prix à la consommation	févr	102,72	104,66	1,9%
<u>Entreprises</u>		52.452	56.500	F 70/
nb d'entreprises (a) dont nb d'entreprises sans salarié (a)	mars mars	53 453 47 233	56 523 50 614	5,7% 7,2%
créations d'entreprises	sept*	3 985	3 917	-1,7%
cessations d'entreprises (p)	sept*	2 210	2 273	2,9%
liquidations judiciaires (nb)	dec*	121	144	19,0%
redressements judiciaires (nb)	dec*	82	123	50,0%
personnes morales en interdiction bancaire (nb)	févr	743	823	10,8%
ventes de ciment local (tonnes) importations de ciment (tonnes)	janv janv	10 581 24	8 130 1	-23,2% -97,9%
total ciment (tonnes)	févr	18 714	10 420	-44,3%
importations de biens d'équipement (M FCFP)	dec*	30 637	33 795	10,3%
importations de véhicules utilitaires (M FCFP)	janv	499	1 093	118,8%
immatriculations de véhicules utilitaires neufs (nb)	janv	270	315	16,7%
<u>Ménages</u>				
emploi salarié (nb)	sept*	88 624	87 760	-1,0%
dont secteur privé	sept*	64 049	62 772	-2,0%
dont secteur public	sept*	24 575	24 989	1,7%
demandes d'emploi de fin de mois	janv	6 776 6 776	6 410	-5,4%
demandes d'emploi de fin de mois (moyenne depuis le début de l'année) chômeurs indemnisés	janv janv	6 776 1 597	6 410 1 799	-5,4% 12,6%
montant horaire du Salaire minimum garanti (F CFP)	mars	887,6	899,3	1,3%
personnes physiques en interdiction bancaire (nb)	févr	6 008	6 754	12,4%
décisions retraits cartes bancaires	dec*	2 969	3 269	10,1%
incidents paiements sur chèques	févr	6 238	7 449	19,4%
immatriculations de véhicules de tourisme neufs (nb)	janv	577	588	1,9%
importations de véhicules de tourisme (M FCFP)	janv	1 100	1 116	1,4%
importations de produits alimentaires (M FCFP)	dec*	33 121	35 609	7,5%
importations de biens de consommation courante (M FCFP)	dec*	17 653	17 464	-1,1%
<u>Echanges</u>				
nombre de touristes nombre de croisièristes	janv	9 113	7 866	-13,7%
taux d'occupation moyen depuis le 1 <sup>er</sup> janvier des hôtels de Nouméa	sept* nov*	172 270 60,8%	193 116 58,9%	12,1% -1,9 pt
moyenne des cours du nickel au LME en \$/lb sur l'année	févr	9,13	7,98	-12,6%
cours du nickel au LME en \$/lb	févr	9,28	8,04	-13,4%
exportations de minerai de nickel (en milliers de tonnes)	dec*	4 431	4 652	5,0%
exportations de minerai de nickel (M FCFP)	dec*	24 751	22 799	-7,9%
exportations métallurgique de nickel (en tonnes de Ni contenu)	dec*	61 159	62 575	2,3%
exportations métallurgique de nickel (M FCFP)	dec*	108 114	88 049	-18,6%
exportations de crevettes congelées (en tonnes)	dec*	708	817	15,4%
exportations de crevettes congelées (M FCFP)	dec* dec*	1 013 133 879	1 145 111 993	13,0% -16,3%
exportations en valeur du nickel (métal+minerai) et des crevettes part de ces produits dans le total des exportations	dec*	93,9%	91,4%	-10,5% -2,5 pt
total des importations (M FCFP)	dec*	316 708	301 352	-4,8%
total des exportations (M FCFP)	dec*	142 578	122 557	-14,0%
taux de couverture	dec*	45,02%	40,67%	-4,3 pts
recettes douanières (M FCFP)	janv	3 858	3 670	-4,9%
Indicateurs financiers (M de FCFP)				
Dépôts à vue	janv	246 368	253 310	2,8%
M1	janv	261 438	269 516	3,1%
M2	janv	361 690	376 494	4,1%
Dépôts à termes	janv	171 216	219 547	28,2%
M3 P1	janv	533 042 3 976	596 082 3 831	11,8%
coût du crédit aux entreprises- court terme	janv juil*	5,46%	5,36%	-3,6% -0,10 pt
coût du crédit aux entreprises- moyen et long terme	juil*	4,58%	4,20%	-0,38 pt
coût du crédit aux particuliers - prêts immobiliers	juil*	4,63 %	4,70 %	0,07 pt
coût du crédit aux particuliers - prêts personnels <181 920 F CFP	juil*	ns	ns	ns
ensemble des concours bancaires - toutes zones confondues (p)	déc*	907 589	955 835	5,3%
<u>Ménages</u>	déc*	390 944	403 923	3,3%
dont crédits à la consommation	déc*	71 926	73 806	2,6%
dont crédits à l'habitat	déc*	313 576	323 730	3,2%
Entreprises	déc*	426 094 76 460	456 762	7,2%
dont crédits d'exploitation dont crédits d'investissement	déc*	76 469 227 100	84 621 242 402	10,7%
dont crédits à la construction	déc* déc*	227 190 109 372	243 403 113 487	7,1% 3,8%
Collectivités locales	déc*	56 975	60 060	<i>3,8%</i> 5,4%
dont d'investissement	déc*	51 644	58 135	12,6%
Autres agents de CCB non ventilés	déc*	15 438	16 069	4,1%
<u>créances douteuses brutes</u>	déc*	18 138	19 022	4,9%
taux de créances douteuses brutes	déc*	2,0%	2,0%	-0,1 pt
ensemble des actifs financiers	déc*	641 607	708 874	10,5%
Ménages	déc*	345 765	358 988	3,8%
Sociétés	déc*	208 888	247 280	18,4%
Autres agents	déc* déc*	86 954 aa aan	102 606 103 122	18,0%
dont assurances-vie	déc*	99 990	103 122	3,1%

<sup>(</sup>p): provisoire (a): actualisé

<sup>\* 2011/2012</sup> 

# 2 – Actualité régionale

#### Aide au développement dans la région

Un nouvel accord de financement vient d'être signé entre le Consul général de Nouvelle-Zélande en Nouvelle-Calédonie, et le Secrétariat de la Communauté du Pacifique (CPS), dans le but d'apporter un appui au développement des 22 Etats et Territoires insulaires membres de la CPS. Cette aide financière représente un montant total de 6,1 millions de dollars néo-zélandais qui sera affectée aux domaines suivants : pêche hauturière, pêche côtière, ressources terrestres, statistiques, îles et océan, et santé publique. Ce financement comprend la contribution statutaire annuelle de la Nouvelle-Zélande (qui représente près de la moitié des fonds).

#### Huitième conférence de pêche à la CPS

Le Secrétariat de la Communauté du Pacifique a organisé du 4 au 8 mars au siège de la CPS à Nouméa sa 8ème conférence qui regroupait les directeurs de pêche des états membres. Cette réunion a permis aux participants de débattre en présence d'experts des dispositions à mettre en place pour assurer une exploitation durable des ressources hauturières. Parmi les sujets inscrits à l'ordre du jour figuraient la gestion des pêches d'holothuries et la surexploitation du thon dans le Pacifique Sud. La surpêche du thon obèse et la mise en danger de cette ressource a été particulièrement pointée. Il a par ailleurs été souligné que le niveau des captures du thon dans la région Pacifique atteignait un niveau très élevé à 2,3 millions de tonnes en 2011.

#### 3 – Brèves locales

#### Elections partielles du 17 mars 2013

Les électeurs de Wallis-et-Futuna sont appelés aux urnes le 17 mars pour la désignation d'un nouveau député. Le 25 janvier 2013, le Conseil constitutionnel avait en effet annulé l'élection du 17 juin 2012. Trois candidats se sont lancés dans la course à la députation: Mme Lauriane Vergé du parti socialiste républicain et citoyen (SRC), première femme à se présenter aux législatives à Wallis et Futuna, M. Napole Polutele, sans étiquette mais fortement soutenu par la droite locale et M. Mikaele Kulimoetoke pour le parti socialiste « Union pour Wallis et Futuna » (UPWF).

Parallèlement, des opérations de vote auront lieu dans la circonscription d'Alo à Futuna pour l'élection de 4 membres de l'Assemblée territoriale, faisant suite à l'annulation par le Conseil d'Etat le 19 décembre 2012, des élections territoriales issues de cette circonscription. Quatre sièges sont à pourvoir.

#### Réunion du comité de suivi du neuvième FED

La première réunion du comité de suivi du 9ème Fonds européen de développement (FED) territorial s'est tenue à la Préfecture le 19 février 2013, en présence du représentant de la Commission européenne (CE), M. Renato Mele, Chef des opérations de la Délégation régionale de l'UE pour le Pacifique à Fidji, et du gestionnaire des programmes au Bureau de la CE à Nouméa, M. Yves Horala. Les participants à cette réunion ont fait un point sur l'état d'avancement des différents projets financés par l'UE au titre du 9ème FED territorial (travaux de réfection des écoles, du port de commerce de Mata'utu...etc.) Un total de 1,6 milliards de F CFP soit 80 % des paiements, ont été réalisés sur les crédits engagés au 31 décembre 2012.

#### Entrée en vigueur de l'accord annuel de modération sur les prix

L'accord annuel sur le « bouclier qualité-prix » est entré en vigueur sur le Territoire des îles Wallis-et-Futuna le 1er mars 2013, permettant ainsi une baisse moyenne de 10 à 13 % sur un panier de 11 produits de grande consommation. Ce dispositif prévu par la loi Lurel sur la régulation économique en Outre-mer, a été signé le 26 février entre le Préfet Michel Jean-Jean et les principaux acteurs économiques du secteur de commerce de détail. La totalité du prix du panier est fixé à 9 200 F CFP.

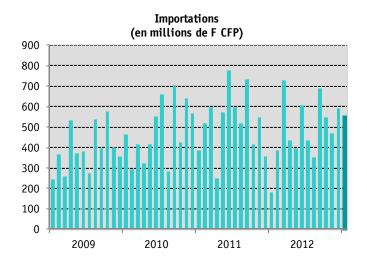
#### **Publications**

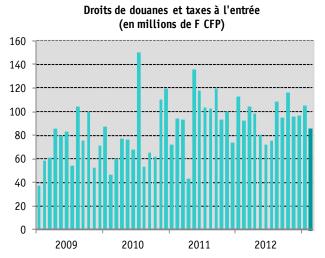
La note expresse n°82 « Tendances Conjoncturelles » est téléchargeable sur notre site internet : <a href="http://www.ieom.fr/wallis-et-futuna/">http://www.ieom.fr/wallis-et-futuna/</a>

# 4 – Les indicateurs de référence

			Données brutes	▲/mois	<b>▲</b> /an
Indice des prix à la consommation (base 100-juin 20	08)	4T 12	114,62	-	4,7%
SMIG mensuel en XPF		févr-13	87 400	-	3,0%
Nombre d'emplois salariés		sept-12	1 953	-	-4,7%
Echanges extérieurs (millions de XPF)					
Importations	mensuelles	janv-13	556	-6,0%	206,0%
	cumulées	janv-13	556	-	206,0%
Droits de douanes + taxes à l'entrée	mensuels	févr-13	86	-18,6%	-7,3%
Droits de douanes + taxes à l'entrée	cumulés	févr-13	191	-	-6,9%
Taxes intérieures de consommation	cumulées	févr-13	61	-	-22,3%
SECTEURS D'ACTIVITÉ			Données brutes	<b>▲/mois</b>	<b>▲</b> /an
Energie					
Production brute d'electricité (milliers de kWh)	mensuelle	déc-12	1 406	-13,9%	-13,3%
Consommation de gazole (milliers de litres)	mensuelle	févr-13	556	-4,8%	-7,7%
Consommation d'essence (milliers de litres)	mensuelle	févr-13	138	11,8%	1,7%
Transports					
Nombre de passagers en vols commerciaux extérieurs	mensuel	janv-13	2 411	-21,3%	-18,0%
	cumulé	janv-13	2 411	-	-18,0%
Nombre de passagers vols domestiques	mensuel	janv-13	952	-29,0%	-27,3%
	cumulé	janv-13	952	-	-27,3%
Touchées de navires de marchandises	mensuelles	févr-13	5	25,0%	0,0%
	cumulées	févr-13	9		28,6%
Nombre d'immatriculations de véhicules neufs	mensuel	févr-13	21	50,0%	40,0%

Sources: STSEE, CPSWF, Douanes, Administration Supérieure, EEWF, SWAFEPP, Aviation civile



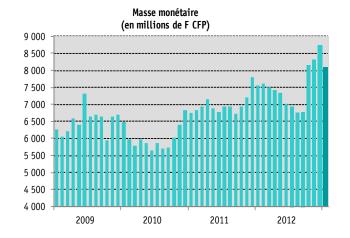


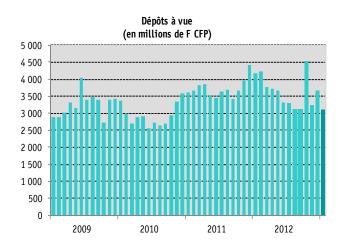
# 5 – Activités de l'Institut et suivi de place

#### Masse Monétaire

Diminution de la masse monétaire

en millions de F CFP	janv-12	déc-12	janv-13	<b>▲/mois</b>	<b>▲</b> /an
Circulation fiduciaire	2 094	2 142	2 099	-2.0%	0,2%
Dépôts à vue	4 179	3 662	3 105	-15,2%	-25,7%
Total M1	6 273	5 804	5 204	-10,3%	-17,0%
M2-M1	592	568	541	-4,6%	-8,5%
Total M3	7 563	8 731	8 096	-7,3%	7,0%



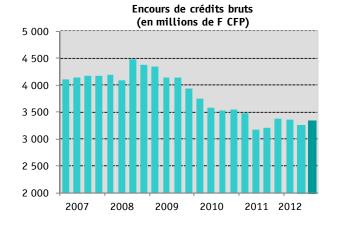


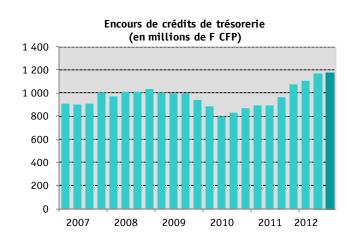
#### Concours de caractère bancaire

Hausse des crédits à l'équipement\*

en millions de F CFP	déc-10	déc-11	déc-12	<b>▲</b> /an
Crédits de trésorerie	872	1 075	1 168	8,7%
Crédits à l'équipement	1 249	1 116	2 366	112,1%
Crédits à l'habitat	363	422	498	18,1%
Autres crédits	268	221	338	52,5%
Total encours sain	2 751	2 833	4 370	54,2%
Créances douteuses brutes	792	547	492	-10,1%
Total encours brut	3 544	3 380	4 861	43,8%

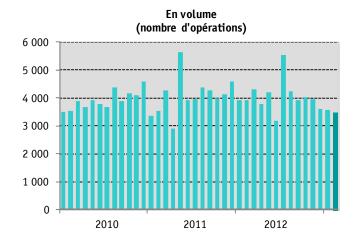
<sup>\*</sup>Intégration des concours (1,09 milliards de F CFP) d'un établissement qui n'était pas repris antérieurement.

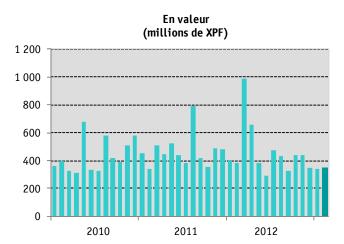




**Compensation**Baisse des opérations de compensation

	févr-12	janv-13	févr-13	cumul 2013	<b>▲/mois</b>	<b>▲</b> /an
Compensation (en nbre)	3 916	3 560	3 461	7 021	-2,8%	-11,6%
Compensation (en millions de CFP)	405	340	349	689	2,5%	-13,8%





Incidents bancaires Régression incidents bancaires en début d'année

en nombre	févr-12	janv-13	févr-13	cumul 2013	<b>▲/mois</b>	<b>▲</b> /an
Incidents de paiement par chèque	70	67	44	111	-34,3%	-37%
Retraits de cartes bancaires	0	6	2	8	-66.7%	_

### Interdits bancaires

Recul du nombre de personnes en situation d'interdits bancaires

en nombre	févr-12	janv-13	févr-13	<b>▲/mois</b>	<b>▲</b> /an
Interdits bancaires en fin de mois	413	403	389	-3,5%	-5,8%
- dont personnes physiques	402	392	378	-3,6%	-6,0%
- dont personnes morales	11	11	11	0,0%	0,0%

# <u>Cotation</u> Accroissement du nombre de cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM

en nombre	févr-12	janv-13	févr-13	<b>▲/mois</b>	<b>▲</b> /an
Cotes valides	35	43	43	0,0%	22,9%
Cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM	8	15	15	0,0%	87,5%

# 6 – Principaux indicateurs (flux en cumul annuel, stock à la date indiquée)

	date	2011	2012	2013	<b>▲</b> /an
Indicateurs économiques	4.	100 55	114.40		F 40/
Indice des prix à la consommation (base 100-juin 2008)	4T	108,55	114,40	-	5,4%
Entreprises	fáurian	11	11	11	0.09/
personnes morales en interdiction bancaire (nb)	février	11 33	11 15	11 82	0,0%
importations de biens d'équipement (M XPF) importations de véhicules utilitaires (M XPF)	janvier janvier	2	0	5	452,1%
immatriculations de véhicules utilitaires (w XFT)	février	10	4	4	0,0%
Ménages	reviiei	10	4	4	0,0%
emploi salarié (nb)	septembre	2 050	1 953	_	-4,7%
dont secteur privé	septembre	845	768		-9,1%
dont secteur public	septembre	1 205	1 185		-1,7%
montant horaire du Salaire minimum garanti (XPF)	février	486	502	517	3,0%
personnes physiques en interdiction bancaire (nb)	février	397	402	378	-6,0%
décision retrait cartes bancaires	février	2	0	2	0,070
incidents paiements sur chèques	février	57	70	44	-37,1%
importations de produits alimentaires (M XPF)	janvier	109	11	181	1486,5%
importations de biens de consommation courante (M XPF)	janvier	64	22	67	201,4%
importations de véhicules de tourisme (M XPF)	janvier	18	8	25	225,1%
immatriculations de véhicules de tourisme neufs (nb)	février	17	11	17	54,5%
Echanges extérieurs en millions de XPF	TOVITO	17		17	34,370
importations	janvier	387	182	556	206.0%
exportations	janvier	-	-	-	200,070
recettes douanières	février	238	286	253	-11,5%
dont droits de douanes + taxes à l'entrée (millions de XPF)	février	166	205	191	-6,9%
dont taxes intérieures de consommation (millions de XPF)	février	69	78	61	-22,3%
Indicateurs financiers					
La masse monétaire					
Dépôts à vue	janvier	3 622	4 179	3 105	-25,7%
M1	janvier	5 658	6 273	5 204	-17,0%
M2	janvier	6 234	6 865	5 746	-16,3%
Dépôts à terme	janvier	516	698	2 350	236,7%
М3	janvier	6 750	7 563	8 096	7,0%
Ensemble des concours bancaires - toutes zones confondues	dásambra	3 802	4 839		27 20/
Ménages	décembre décembre	1 357	1 561	_	<b>27,3%</b> 15,1%
dont crédits à la consommation	décembre	1 073	1 191	_	11,0%
dont crédits à l'habitat	décembre	283	370		30,6%
Entreprises	décembre	1 558	2513		61,3%
			78	_	
dont crédits d'exploitation dont crédits d'investissement	décembre décembre	88 1 264	2 126	_	-12,1% 68,2%
Collectivités locales	décembre	273	2 120		-12,2%
Autres agents et CCB non ventilés	décembre	67	42		-37,9%
créances douteuses brutes	décembre	547	484	_	-11,6%
taux de créances douteuses	décembre			_	
Ensemble des actifs financiers	deceilible	14,4%	10,0%	_	-4,4 pt
Ménages	décembre	3 040	3 076		1,2%
dont assurances-vie	décembre	946	963		1,2%
Sociétés	décembre	2 289	2 075		-9,3%
Autres agents	décembre	3 585	3 627		1,2%
Autres agents	deceilible	ა აია	3 027		1,270

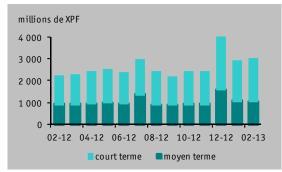
Sources : STSEE, CPSWF, Douanes, Administration Supérieure, EEWF, SWAFEPP, Aviation civile

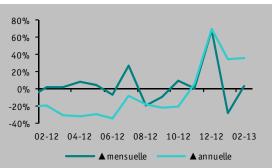
# 2 – Activités de l'Institut et suivi de place

#### Refinancement des établissements de crédit

Augmentation du refinancement à court terme sur le mois

en millions de F CFP	févr-12	janv-13	févr-13	▲/mois	▲/an
Utilisations à court terme Utilisations à moyen terme	1 318 892	1 860 1 044	1 975 1 030	6,2% -1,3%	49,8% 15,5%
Refinancement total	2 210	2 904	3 005	3,5%	36,0%



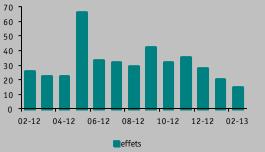


#### Incidents de paiement

Baisse des incidents de paiements sur le mois

en nombre	févr-12	janv-13	févr-13	▲/mois	▲/an
Incidents de paiement :	754	1 142	826	-27,7%	9,5%
- sur chèques - sur effets - retraits de cartes bancaires	709 26 19	1 106 20 16	802 15 9	-27,5% -25,0% -43,8%	13,1% -42,3% -52,6%
1 200 1 000 800 600	30 25 20 15	70   60 - 50 - 40 -			





#### Interdits bancaires

Recul des interdictions bancaires en février

en nombre	févr-12	janv-13	févr-13	▲/mois	▲/an
Interdits bancaires en fin de mois	3 615	3 538	3 506	-0,9%	-3,0%
- dont personnes physiques	3 161	3 061	3 033	-0,9%	-4,0%
- dont personnes morales	454	477	473	-0,8%	4,2%

#### **Cotation**

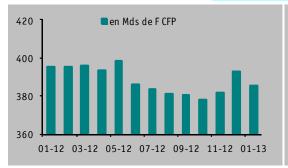
Progression du nombre d'entreprises éligibles au refinancement

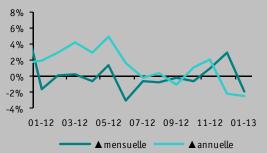
en nombre	févr-12	janv-13	févr-13	▲/mois	▲/an
Entreprises cotées : dont ent. cotées sur doc. comptable valide	7 169 <i>1 251</i>	7 811 <i>1 372</i>	7 848 1 389	0,5% 1,2%	9,5% 11,0%
Entreprises éligibles au refinancement IEOM	1 594	1 825	1 847	1,2%	15,9%

#### Masse monétaire

#### Contraction de M3 en janvier 2013

en millions de F CFP	janv-12	déc-12	janv-13	▲/mois	▲/an
Circulation fiduciaire	14 715	15 512	14 733	-5,0%	0,1%
Dépôts à vue	160 372	154 850	148 702	-4,0%	-7,3%
Comptes sur livrets	101 085	99 758	100 117	0,4%	-1,0%
Comptes d'épargne logement	315	357	370	3,6%	17,2%
Dépôts à terme	109 930	120 170	119 197	-0,8%	8,4%
Autres	8 546	2 073	2 050	-1,1%	-76,0%
Total M3	394 965	392 720	385 169	-1,9%	-2,5%

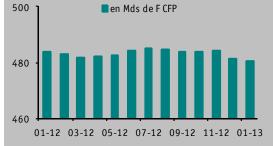


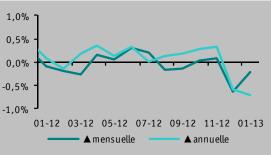


#### Concours des banques locales à l'économie

Crédits d'équipement en repli en janvier 2013

en millions de F CFP	janv-12	déc-12	janv-13	▲/mois	▲/an
Crédits de trésorerie	129 044	123 540	124 120	0,5%	-3,8%
Crédits d'équipement	64 714	68 714	67 800	-1,3%	4,8%
Crédits à l'habitat	160 910	164 050	163 977	0,0%	1,9%
Autres crédits	69 929	68 547	66 881	-2,4%	-4,4%
Créances dout. brutes	59 057	56 471	57 500	1,8%	-2,6%
Total CCB	483 654	481 321	480 277	-0,2%	-0,7%





# 3 – Brèves économiques locales

#### **Energie**

#### Hausse du prix des hydrocarbures pour les professionnels

En séance extraordinaire du 22 février 2013, le conseil des ministres a décidé, eu égard aux évolutions du cours du US dollar et des prix des hydrocarbures à l'import, d'impacter à la hausse les prix de vente des carburants aux professionnels, soit +1 F CFP par litre pour les goélettes (de 79 à 80 F CFP pour celles reliant Tahiti à Moorea et de 77 à 78 F CFP pour celles desservant les autres îles), pour les camions de boulangerie (de 79 à 80 F CFP) et pour les pêcheurs (de 50 à 51 F CFP).

#### Transport aérien

#### Création d'une compagnie d'hydravions

Le groupe Degage, spécialisé dans le domaine maritime, diversifie son activité de transports avec la création d'une compagnie d'hydravions: Tahiti Air Charter. Son objectif est de proposer un nouveau loisir aux touristes et de participer aux transports inter-îles où l'atterrissage sur piste est impossible. Un démarrage de son activité est prévu pour juin 2013 avec un premier hydravion de six places.

La compagnie devrait être équipée de six appareils, dont cinq amphibies. Elle compte proposer des vols à destination de l'archipel de la Société (Tahiti, Moorea, Bora Bora, Tahaa et Tupai), des vols charter à la demande et un service de fret pour les îles les plus éloignées.

#### Affiliation d'ATN au programme d'Expedia

Air Tahiti Nui a annoncé son association au programme d'affiliation d'Expedia, la plus importante agence de voyage en ligne du monde. Cet accord permettra à la compagnie au « tiare » d'offrir une large sélection d'hébergements en Polynésie ou à l'étranger.

#### Secteur primaire

#### Construction d'un nouveau centre de recherche agronomique

Les travaux de construction d'un nouveau centre de recherche agronomique ont démarré à Papara. Le projet est financé à hauteur de 300 millions de F CFP par le Pays pour relancer le secteur primaire. Ce bâtiment abritera l'administration et deux laboratoires. L'un sera dédié à l'entomologie agricole et l'autre à l'analyse des sols et des résidus des pesticides sur les fruits et légumes produits localement.

#### Téléphonie mobile

#### Autorisation d'émettre sur la fréquence 2G pour Vodafone

Par arrêté en Conseil des ministres du 20 février 2013, l'autorisation à été accordée à l'opérateur de téléphonie Pacific Mobil Telecom d'émettre sur les fréquences de la 2G, accessibles à l'ensemble des téléphones mobiles.

#### Consommation

#### Service de prépaiement de l'électricité par carte Vini

Après un an de discussions, OPT et EDT ont signé, le 13 février 2013, un contrat permettant à Tikiphone de vendre des cartes de prépaiement d'électricité, d'une valeur de 1 000 ou 3 000 F CFP. Ces dernières seront proposées à la clientèle dans les points de vente Vini et dans les agences OPT dès le mois de juin 2013.

Ces cartes seront activées par SMS par les usagers pour recharger leur compte électrique. Ce service leur permettra de contrôler leur consommation d'électricité.

# 4 – Brèves économiques régionales

#### Australie: croissance économique

#### Hausse du PIB de 0,6 % au quatrième trimestre 2012

Au quatrième trimestre 2012, le PIB australien augmente de 0.6% (+0.7% pour le trimestre précédent). Les principaux contributeurs sont le secteur manufacturier (+2.1%), la santé (+1.8%), les services financiers (+1.3%) et le secteur minier (+0.8%). La consommation des ménages demeure faible, avec une hausse très modérée, de seulement +0.2% sur le trimestre.

En rythme annuel, le PIB progresse de 3,1 % sur les trois derniers mois de 2012, dynamisé par les exportations de matières premières. Alors que le gouvernement australien prévoit une croissance de 3 % sur l'exercice 2012/2013, qui s'achève au 30 juin, la Reserve Bank of Australia table sur un chiffre plus modéré (+2,5 %).

#### Australie : commerce extérieur

#### Aggravation du déficit des échanges de biens en janvier 2013

Pour le treizième mois d'affilée, la balance des échanges de biens et services est ressortie en déficit : 1,06 milliard de AUD\$, après 689 millions de AUD\$ en décembre 2012. Sur le mois, les exportations baissent de 0,7 % (cvs) et les importations progressent de 0,7 %.

#### Nouvelle-Zélande: prix à la consommation

#### CPI en repli de 0,2 % au quatrième trimestre 2012

En décembre 2012, l'indice des prix à la consommation (CPI) se contracte de 0,2 % (+0,3 % aux deux trimestres précédents). La baisse sur le trimestre provient principalement de l'alimentaire (-1,8 %), mais elle est atténuée par la progression des prix des dépenses relatives au logement des ménages (+0,6 %), le transport (+0,6 %), la santé (+1,1 %) et les loisirs (+0,5 %).

# Nouvelle-Zélande: marché du travail

#### Baisse du taux de chômage au dernier trimestre 2012

Sur les trois derniers mois de 2012, le taux de chômage s'établit à 6,9 %, en baisse de 0,4 point par rapport au trimestre précédent. Si le nombre de chômeurs diminue sur la période (-10 000), le taux d'emploi de la population active s'inscrit également en recul, à 62, 8 % en décembre 2012, après 63,4 % en septembre 2012.

#### Les indicateurs de référence

	date	m-12	m-1	m	▲/mois	▲/an
Indicateurs macroéconomiques						
Indice des prix à la consommation (base 100 décembre 2007)	févr-13	105,6	107,4	107,6	0,2%	2,0%
Indice des prix à la consommation (base 100 décembre 2007) Indice de l'emploi salarié dans le secteur marchand (base 100 janvier 2000)	déc-12	105,0	107,4	113,9	-0,5%	-2,7%
Commerce extérieur Exportations (en M F CFP)	déc-12	1 447	1 380	1 192	-13,6%	-17,6%
Importations (en M F CFP)	déc-12	13 384	14 290	12 321	-13,8%	-7,9%
Entreprises					(Si	ource : ISPF)
Importations de biens d'équipement (M F CFP)	déc-12	1 959	1 904	2 112	10,9%	7,8%
Importations de véhicules utilitaires (M F CFP)	déc-12	1 959	1 904	71	-44,2%	-38,7%
Immatriculation de véhicules utilitaires neufs (nb)	janv-13	94	87	125	43,7%	33,0%
Personnes morales en interdiction bancaire (nb)	févr-13	454	477	473	-0,8%	4,2%
` '					(sources	: ISPF,IEOM)
Ménages						
Importations de biens de consommation courante (M CFP)	déc-12	2 021	2 223	1 827	-17,8%	-9,6%
Importations de produits alimentaires (M CFP)	déc-12	3 337	3 590	3 277	-8,7%	-1,8%
Immatriculation de véhicules particuliers neufs (nb)	janv-13	222	164	211	28,7%	-5,0%
Personnes physiques en interdiction bancaire	févr-13	3 161	3 061	3 033	-0,9%	-4,0%
Secteurs Section Secti					(sources :	ISPF, IEOM)
<u>Agriculture</u>						
Exportations de perles brutes (en M F CFP)	déc-12	550	824	784	-4,9%	42,5%
Exportations de poissons et crustacés (en M F CFP)	déc-12	72	121	104	-14,2%	44,3%
BTP Importations de ciment (en M F CFP)	déc-12	80	166	100	-40,2%	24,6%
Importations de bois transformé (en M F CFP)	déc-12	174	163	121	-25,5%	-30,3%
Industrie_					.,	
Exportations de monoï en vrac et conditionné (en M F CFP)	déc-12	49	52	40	-23,0%	-18,2%
Exportations d'huile de coprah (en M F CFP)	déc-12	56	57	51	-10,5%	-10,0%
Exportations de noni en purée et en jus (en M F CFP)	déc-12	3	88	64	-27,7%	ns
<u>Fourisme</u> Nombre de touristes	déc-12	14 106	12 470	15 262	22,4%	8,2%
Taux d'occupation hôtelière (CPH)	févr-13	50,2%	50,0%	57,4%	7,4 pts	7,2 pts
			·			: ISPF,CPH)
Indicateurs financiers				(Encours	banques locales	en M FCFP)
<u>Dépôts</u> Ménages						
Dépôts à vue	janv-13	57 510	55 447	56 238	1,4%	-2,2%
Comptes sur livret	janv-13	95 280	93 501	94 520	1,1%	-0,8%
Dépôts à terme	janv-13	59 431	62 839	62 397	-0,7%	5,0%
Entreprises	iany 12	75 875	73 252	70 645	-3,6%	-6,9%
Dépôts à vue Dépôts à terme	janv-13 janv-13	75 875 39 121	73 252 45 008	70 645 45 481	-3,0% 1,1%	16,3%
Encours bancaires	Janv-13	39 121	45 006	45 461	1,170	10,3 /6
Ménages		70.400	77 677	77 649	0,0%	-1,8%
Ménages Crédits de trésorerie	janv-13	79 100	77 077	77 043		
Crédits de trésorerie Crédits à l'habitat	janv-13 janv-13	79 100 139 779	142 880	143 355	0,3%	2,6%
Crédits de trésorerie Crédits à l'habitat Entreprises	janv-13	139 779	142 880	143 355	0,3%	
Crédits de trésorerie Crédits à l'habitat	-					2,6% -10,4% 4,4%



PARIS mars 2013

# La Lettre de l'Institut d'émission

# 4 – Les taux

		TAUX E				JI LLINIL		4	ماعدد بالدلادة
taux de la facilité de dé-21								taux 0,00%	date d'effet 11/07/2012
taux de la facilité de dépôt		sinales de refin	an com ont					0,00%	
taux d'intérêt appliqué aux taux de la facilité de prêt n		iputes de rejint	incement					1,50%	11/07/2012 11/07/2012
taux de la jacilité de pret i	narymat	TALLY DE	ITEDI(E)(TION)	D. F. I. T. I. C. T. T. I. T.	DIÉUTOCTOU DIO	WEDE WED		1,5076	11/0//2012
		TAUX D'II	II EKVENIION I	JE LINSIIIUI	D'ÉMISSION D'O		. ,		
taux do la facilitá do dánêt					date d'effet	taux	7	tie maximum a	
taux de la facilité de dépôt taux de réescompte des cré		205			27/05/2010 24/07/2012	0,25% 0,75%	aux creatts	pour accès au 3,50%	re escompte
tuax de re escompte des ere	uits dux entrepris				24/07/2012	0,7370	,		
taux de réescompte des prê	ts bancaires au l	ogement			01/08/1996	3,00%	l	,55% à 5,00% S à partir du 0	1/12/2012
taux de la facilité de prêt n					24/07/2012	1,50%			
taux de l'escompte de chèqu	ies				24/07/2012	1,50%			
		T.	AUX D'INTÉRÊT	EN FRANCE E	T DANS LE MON	IDE			
taux d'intérêt en fin de m				•					
	28/02/2013	31/01/2013	Var. M-1			taux de base ba		taux	date d'effet
EONIA	0,0660%	0,0800%	- 0,014 pt			banques métrop		6,60%	15/10/200
EURIBOR 1 mois EURIBOR 3 mois	0,1180% 0,2090%	0,1210% 0,2320%	- 0,003 pt - 0,023 pt			banques locales		taux	JORF
EURIBOR 6 mois	0,3340%	0,2320%	- 0,023 pt - 0,044 pt			taux d'intérêt l année 2013	legal	0,04%	01/03/201
EURIBOR 12 mois	0,5570%	0,6200%	- 0,063 pt			année 2012		0,71%	08/02/201
taux d'intérêt en moyenne									
	28/02/2013	31/01/2013	Var. M-1			D.(Elizibi			
TEMPE	0,0683%	0,0709%	- 0,003 pt			<u>Définitions</u> EONIA: Euro OverN	light Index Avera	je	
EURIBOR 1 mois	0,1200%	0,1120%	+ 0,008 pt			TEMPE: moyenne n	nensuelle de l'EOI	IIA	
EURIBOR 3 mois	0,2240%	0,2040%	+ 0,020 pt			EURIBOR: EUR. Int TMO: taux moyen			
EURIBOR 6 mois EURIBOR 12 mois	0,3630%	0,3430%	+ 0,020 pt			(source: CDC)			
EURIBUR 12 MOIS TMO	0,5960% 2,4900%	0,5730% 2,3900%	+ 0,023 pt + 0,100 pt			TME : taux moyen (source: CDC)	•		
TME	2,2900%	2,1900%	+ 0,100 pt			TRBOSP: taux de re		s obligations du s	ecteur privé
TRBOSP	2,5000%	2,3500%	+ 0,150 pt			(dernier vendredi	au mois)		
taux des euro-monnaies	, , , , , , , , , , , , , , , , , , , ,	,	., , .						
devise		USD			JPY			GBP	
date	28/02/2013	31/01/2013	31/12/2012	28/02/2013	31/01/2013	31/12/2012	28/02/2013	31/01/2013	31/12/2012
taux JJ	0,150%	0,190%	0,100%	0,094%	0,086%	0,093%	0,460%	0,470%	0,470%
3 mois	0,420%	0,370%	0,415%	0,161%	0,167%	0,176%	0,600%	0,555%	0,570%
10 ans emprunts phares	1,890%	2,010%	1,740%	0,670%	0,760%	0,790%	1,970%	2,110%	1,840%
		TAUX DE LU	ISUKE (SEUTE	applicables a	partir du 1er jo	<u> </u>			
						empte, crédits renou Empérament d'un m	-		
F	Prêts aux particulie	rs			et prêts viagers h	•	ontunt superieur	u / 15 550 ///	12,19%
	•			seuil de		et autres prêts d'un	montant supéri	eur à 715 990	
				l'usure	XPF				11,24%
D 2						nnes morales n'aya	•		seuil de
Prêts immobiliers					commerciale, ar	tisanale, agricole d	ou projessionneu	епоп	l'usure
				<u> </u>					
Prêts à taux fixe				5,72%	Prèts consentis e à tempérament	n vue d'achats ou d	e ventes		8,05%
					perament				-
Prêts à taux variable				5,37%	Prêts d'une duré	e initiale supérieure	e à deux ans, à ta	ux variable	4,01%
				5,79%	Prêts d'une duré	e initiale supérieure	e à deux ans, à ta	ux fixe	5,61%
Prêts-relais									
Prêts-relais									1
					Découverts en co	mpte (1)			13,32%
Autres crédits aux particuliers					Découverts en co	ompte (1)			13,32%
		KPF		20,30%		ompte (1) e durée initiale inf	<sup>f</sup> érieure ou égale	à deux ans	13,32% 5,36%
Autres crédits aux particuliers	u égal à 181 862 X		ts ou de ventes	20,30%			<sup>f</sup> érieure ou égale	à deux ans	
Autres crédits aux particuliers Prêts d'un montant inférieur o Découverts en compte, crédits à tempérament d'un montant s	u égal à 181 862 ; renouvelables, fina supérieur à 181 86	ancements d'acha		20,30% 19,89%			<sup>F</sup> érieure ou égale	à deux ans	
Autres crédits aux particuliers Prêts d'un montant inférieur o Découverts en compte, crédits à tempérament d'un montant s 357 995 XPF et prêts viagers l	u égal à 181 862 ) renouvelables, finc supérieur à 181 86 hypothécaires	ancements d'acha 2 XPF et inférieu	ır ou égal à				<sup>F</sup> érieure ou égale	à deux ans	
Autres crédits aux particuliers Prêts d'un montant inférieur o Découverts en compte, crédits à tempérament d'un montant s 357 995 XPF et prêts viagers l Prêts personnels et autres prêt	u égal à 181 862 ; renouvelables, finc supérieur à 181 86 hypothécaires s d'un montant sup	ancements d'acha 2 XPF et inférieu	ır ou égal à		Autres prêts d'un	e durée initiale inf			5,36%
Autres crédits aux particuliers Prêts d'un montant inférieur o Découverts en compte, crédits à tempérament d'un montant s 357 995 XPF et prêts viagers I Prêts personnels et autres prêt inférieur ou égal à 357 995 X	u égal à 181 862 ; renouvelables, find supérieur à 181 86 hypothécaires s d'un montant su PF	ancements d'acha 2 XPF et inférieu périeur à 181 86.	r ou égal à 2 XPF et	19,89%	Autres prêts d'un		ssant pour leurs i	besoins professi	5,36% 5,00% onnels et aux
Autres crédits aux particuliers Prêts d'un montant inférieur o Découverts en compte, crédits à tempérament d'un montant s 357 995 XPF et prêts viagers I Prêts personnels et autres prêt inférieur ou égal à 357 995 X Découverts en compte, crédits	u égal à 181 862 ; renouvelables, finc supérieur à 181 86 hypothécaires s d'un montant sup PF renouvelables, finc	ancements d'acha 2 XPF et inférieu dérieur à 181 86. ancements d'acha	er ou égal à 2 XPF et ts ou de ventes	19,89% 18,95%	Autres prêts d'un Prêts aux person personnes mora	e durée initiale inf nnes physiques agis	ssant pour leurs (	besoins professi	5,36% 5,00% onnels et aux
Autres crédits aux particuliers Prêts d'un montant inférieur o Découverts en compte, crédits à tempérament d'un montant s 357 995 XPF et prêts viagers l Prêts personnels et autres prêt inférieur ou égal à 357 995 X Découverts en compte, crédits à tempérament d'un montant s	u égal à 181 862 ; renouvelables, finc supéneur à 181 86 hypothécaires s d'un montant sup PF renouvelables, finc supéneur à 357 95	ancements d'acha 2 XPF et inférieu dérieur à 181 86. ancements d'acha	er ou égal à 2 XPF et ts ou de ventes	19,89%	Autres prêts d'un Prêts aux person personnes mora	e durée initiale inf nnes physiques agis les ayant une activ	ssant pour leurs (	besoins professi	5,36% 5,00% onnels et aux
Autres crédits aux particuliers Prêts d'un montant inférieur o Découverts en compte, crédits à tempérament d'un montant s 357 995 XPF et prêts viagers 1 Prêts personnels et autres prêt inférieur ou égal à 357 995 X Découverts en compte, crédits à tempérament d'un montant s 715 990 XPF et prêts viagers h	u égal à 181 862 ; renouvelables, finc supérieur à 181 86 hypothécaires s d'un montant su pp renouvelables, finc supérieur à 357 95 ypothécaires	ancements d'acha 2 XPF et inférieu périeur à 181 86. ancements d'acha 15 XPF et inférie	r ou égal à 2 XPF et ts ou de ventes ur ou égal à	19,89% 18,95% 16,49%	Autres prêts d'un  Prêts aux person personnes mora agricole ou prof	e durée initiale inf nnes physiques agis lles ayant une activ essionnelle non col	ssant pour leurs (	besoins professi	5,36% 5,36% onnels et aux tisanale,
Autres crédits aux particuliers  Prêts d'un montant inférieur o Découverts en compte, crédits à tempérament d'un montant s 357 995 XPF et prêts viagers I Prêts personnels et autres prêt inférieur ou égal à 357 995 X Découverts en compte, crédits à tempérament d'un montant s	u égal à 181 862 ; renouvelables, find supérieur à 181 86 nypothécaires s d'un montant su PF renouvelables, find supérieur à 357 95 ypothécaires s d'un montant su	ancements d'acha 2 XPF et inférieu périeur à 181 86. ancements d'acha 15 XPF et inférie	r ou égal à 2 XPF et ts ou de ventes ur ou égal à	19,89% 18,95%	Autres prêts d'un Prêts aux person personnes mora	e durée initiale inf nnes physiques agis lles ayant une activ essionnelle non col	ssant pour leurs (	besoins professi	5,36% 5,00% onnels et aux
Autres crédits aux particuliers  Prêts d'un montant inférieur o  Découverts en compte, crédits à tempérament d'un montant s 357 995 XPF et prêts viagers l  Prêts personnels et autres prêt inférieur ou égal à 357 995 X  Découverts en compte, crédits à tempérament d'un montant s 715 990 XPF et prêts viagers h  Prêts personnels et autres prêt	u égal à 181 862 ; renouvelables, find supérieur à 181 86 nypothécaires s d'un montant su PF renouvelables, find supérieur à 357 95 ypothécaires s d'un montant su	ancements d'acha 2 XPF et inférieu périeur à 181 86. ancements d'acha 15 XPF et inférie	r ou égal à 2 XPF et ts ou de ventes ur ou égal à	19,89% 18,95% 16,49%	Autres prêts d'un  Prêts aux person personnes mora agricole ou prof	e durée initiale inf nnes physiques agis lles ayant une activ essionnelle non col	ssant pour leurs i rité industrielle, d mmerciale	pesoins professi commerciale, at	5,36% 5,36% onnels et aux tisanale,
Autres crédits aux particuliers  Prêts d'un montant inférieur o  Découverts en compte, crédits à tempérament d'un montant s 357 995 XPF et prêts viagers l  Prêts personnels et autres prêt inférieur ou égal à 357 995 X  Découverts en compte, crédits à tempérament d'un montant s 715 990 XPF et prêts viagers h  Prêts personnels et autres prêt	u égal à 181 862 ; renouvelables, find supérieur à 181 86 nypothécaires s d'un montant su PF renouvelables, find supérieur à 357 95 ypothécaires s d'un montant su	ancements d'acha 2 XPF et inférieu périeur à 181 86. ancements d'acha 15 XPF et inférie	r ou égal à  2 XPF et  ts ou de ventes ur ou égal à  5 XPF et	19,89% 18,95% 16,49%	Autres prêts d'un  Prêts aux person personnes mora agricole ou prof  Découverts en co	e durée initiale inf nnes physiques agis les ayant une activ essionnelle non con ompte (1)	ssant pour leurs i rité industrielle, d mmerciale	pesoins professi commerciale, at	5,36% 5,36% onnels et aux tisanale,
Autres crédits aux particuliers  Prêts d'un montant inférieur o  Découverts en compte, crédits à tempérament d'un montant s 357 995 XPF et prêts viagers l  Prêts personnels et autres prêt inférieur ou égal à 357 995 X  Découverts en compte, crédits à tempérament d'un montant s 715 990 XPF et prêts viagers h  Prêts personnels et autres prêt	u égal à 181 862 ; renouvelables, find supérieur à 181 86 nypothécaires s d'un montant su PF renouvelables, find supérieur à 357 95 ypothécaires s d'un montant su	ancements d'acha 2 XPF et inférieu périeur à 181 86. ancements d'acha 15 XPF et inférie	r ou égal à  2 XPF et  ts ou de ventes ur ou égal à  5 XPF et	19,89% 18,95% 16,49% 15,55%	Autres prêts d'un  Prêts aux person personnes mora agricole ou prof  Découverts en co	e durée initiale inf nnes physiques agis les ayant une activ essionnelle non con ompte (1)	ssant pour leurs i rité industrielle, d mmerciale	pesoins professi commerciale, at	5,36% 5,36% onnels et aux tisanale,
Autres crédits aux particuliers  Prêts d'un montant inférieur o  Découverts en compte, crédits à tempérament d'un montant s 357 995 XPF et prêts viagers l  Prêts personnels et autres prêt inférieur ou égal à 357 995 X  Découverts en compte, crédits à tempérament d'un montant s 715 990 XPF et prêts viagers h  Prêts personnels et autres prêt	u égal à 181 862 ; renouvelables, find upérieur à 181 86 nypothécaires d'un montant sup PF renouvelables, find upérieur à 357 95 ypothécaires s d'un montant sup	ancements d'acha 2 XPF et inférieu périeur à 181 86. ancements d'acha 15 XPF et inférie	r ou égal à  2 XPF et  ts ou de ventes ur ou égal à  5 XPF et	19,89% 18,95% 16,49% 15,55%	Autres prêts d'un  Prêts aux person personnes mora agricole ou prof Découverts en co	e durée initiale inf nnes physiques agis les ayant une activ essionnelle non con ompte (1)	ssant pour leurs i rité industrielle, d mmerciale	pesoins professi commerciale, at	5,36% 5,36% onnels et aux tisanale,

Directeur et responsable de la publication : N. de SEZE Éditeur et imprimeur IEOM – 164, rue de Rivoli - 75001 PARIS Achevé d'imprimer le 19 mars 2013 – Dépôt légal : mars 2013 – N°ISSN 1955-8376

